

l'effort d'approcher tous ceux qui pouvaient communiquer réellement avec les islamistes et leur entourage. Ainsi, la plupart des journalistes algériens qu'ils ont invité à visiter les USA se recrutent dans ses sphères. En réalité, dans leur sourd duel avec les Français, les Américains ont, contrairement à ce qu'ils peuvent raconter, misé sur une arrivée au pouvoir du FIS. Cette éventualité aurait, d'une façon ou d'une autre, minimisé, au moins pour un temps, l'influence française en Algérie. Largement noyautés par les services algériens, les différents groupes armés ont également été infiltrés par les services étrangers. Dans ce contexte l'affaire de l'assassinat des moines de Tibhirine et l'affaire du détournement de l'Airbus d'Air France (le 24 décembre 1994) continuent encore aujourd'hui à garder leurs zones d'ombre. Une note de la DGSE⁽²⁾, publiée par le quotidien *Le Monde* indique que l'imminence du détournement de l'avion était connue. On parle de quelques éléments « beurs » qui ont réussi à intégrer un groupe armé islamiste du côté des Eucalyptus (banlieue algéroise) comme source d'information de la DGSE. Durant le rapt de l'avion, un inspecteur de police algérien, un diplomate vietnamien et Bruno Meugnier, cuisinier à l'ambassade de France à Alger, ont été tués. Un officier supérieur de l'armée algérienne et Ferhat Mehenni, chanteur kabyle célèbre et, à l'époque, responsable du RCD⁽³⁾, sont sortis indemnes de la prise d'otages. On ne sait pas ce que sont devenus les corps des auteurs de ce détournement d'avion. Un parent de l'un des terroristes de l'Airbus travaillait comme jardinier à l'ambassade de France à Alger. La chaîne de télévision TF1 avait programmé et annoncé une émission sur ce thème dans « Le droit de savoir » mais elle n'a jamais été diffusée. Au mois de janvier 2000, M^{me} Françoise Rudetzki, présidente de l'association SOS *Attentats* fait de troublantes révélations. Dans un bref entretien au quotidien la Nouvelle République⁽⁴⁾, elle affirme que des passagers qui voyagent souvent sur la ligne Alger-Paris-Alger révèlent que lors du vol du 24 décembre 1994, il n'y a pas eu de carte d'embarquement, de reconnaissance de bagages. Selon toujours ces voyageurs, le contrôle policier ne s'est pas effectué comme auparavant. M^{me} Rudetzki fait également savoir que M^{me} Meugnier, l'épouse du cuisinier de l'ambassadeur, accompagnée de ses deux enfants, avait rencontré le 22 décembre 1994, un agent d'escale d'Air France qui s'était étonné de ne

pas voir son époux voyager avec elle. Quand elle l'a informé que son mari devait la rejoindre le 24 décembre, cet agent d'Air France avait estimé qu'il n'était pas question que son époux prenne l'avion ce jour là. M^{me} Meugnier ne manque pas de préciser que cet agent lui a signifié que son mari devait partir le 23 décembre quitte à le placer dans le cockpit. Arrivée à Paris, M^{me} Meugnier a téléphoné à son mari qui n'a pas voulu modifier son programme surtout qu'il devait prendre le vol avec l'ambassadeur et sa secrétaire. L'ambassadeur qui avait fait deux réservations, l'une pour le 23, l'autre pour le 24, a finalement voyagé le 23 décembre 1994. Dans le registre de ces affaires scabreuses, figurent également les accusations, faites en novembre 1999, du gouvernement de Belgrade en direction de la DST française. En annonçant l'arrestation de cinq tueurs serbes qui s'apprêtaient à assassiner le président Milosevic, le gouvernement de Belgrade indiquait que des membres de ce commando avaient participé à un massacre en Algérie en 1994. Coran Matic, ministre yougoslave de l'Information accuse les cinq hommes d'avoir formé un commando répondant au nom de code de « Pauk⁽⁵⁾ ». Pour Coran Matic, le chef du commando, Jugoslav Petrusic jouit de la double nationalité franco-yougoslave et travaille pour les services français depuis dix ans sous les pseudonymes de « Dominique » ou de « Baladin », sous l'autorité d'un agent nommé Patrick Fort. Il l'accuse d'avoir participé, pour la France, à des opérations de renseignement en Bosnie, à des assassinats en Yougoslavie, à un massacre en Algérie, en 1994, et à l'expédition zaïroise de mercenaires recrutés par le maréchal Mobutu Sese Seko. Coran Matic accuse également Jugoslav Petrusic et ses amis d'avoir participé en juillet 1995 aux tueries de Srebrenica. « Si la France a démenti « certaines » accusations, comme le note fort justement la presse de Belgrade, c'est à dire le projet d'assassinat de Slobodan Milosevic, aucun commentaire n'a en revanche été fait sur les liens pouvant unir Jugoslav Petrusic, Milorad Pelemis et d'autres à certains services secrets français », note le quotidien *Le Monde* (du 30 novembre 1999). De leur côté, les autorités algériennes sont restées bien silencieuses sur toute cette affaire.

Révélation fracassantes

C'est un nom de code qui pique : B2-Namous (namous veut dire moustique en arabe). L'affaire concerne les mili-

taires français, sous l'uniforme puis sous couverture civile, qui sont restés après 1962 pour effectuer des essais nucléaires sur une base secrète en Algérie. « Les essais, révèle *Le Nouvel Observateur*, du 23 octobre 1997, ont continué jusqu'en 1978 avec l'autorisation des plus hauts responsables algériens ». L'Algérie, par l'intermédiaire de son ministre des affaires étrangères de l'époque, le militant du parti présidentiel, le RND, Ahmed Attaf, dément que les essais aient eu lieu après 1967 comme convenu par les accords d'Evian mais le ministère français des Affaires étrangères confirme les révélations fracassantes de l'hebdomadaire de Jean Daniel. « B2-Namous, c'était vraiment très secret », avoue Pierre Messmer, ancien ministre de la défense qui se souvient que « curieusement, les discussions sur B2-Namous avec les Algériens se sont chaque fois bien passées ». Mais comment expliquer un tel comportement du président Houari Boumediène, lui qui n'arrêtait pas dans ses discours de critiquer la France ? « C'était une affaire personnelle entre deux militaires chefs d'État : de Gaulle et Boumediène. Et le président algérien ne voulait pas dire non au Général. C'est aussi simple que ça », raconte l'ambassadeur Philippe Rebeyrol qui a négocié l'accord B2-Namous avec un proche de Boumediène, le commandant Chabou. « Comme beaucoup d'officiers algériens, Chabou avait été militaire dans l'armée française. Ce lien affectif a joué aussi », précise le diplomate français. À l'instar du commandant Chabou, beaucoup d'officiers supérieurs de l'armée algérienne proviennent de l'armée française, c'est le cas, pour exemple, des généraux majors Mohamed Lamari, Mohamed Touati, Larbi Belkheir, ou encore Khaled Nezar. C'est le 27 mai 1967 qu'un accord cadre sur B2-Namous est signé, en catimini, par le nouvel ambassadeur français à Alger, Pierre de Leusse et le commandant Chabou, au nom du président Boumediène. Les militaires français doivent alors travailler sous couverture civile. Une filiale de Thomson sera leur employeur officiel mais l'autorité militaire aura le contrôle des opérations.

Le 4 décembre 1967, un autre accord secret sur B2-Namous est encore signé entre Paris et Alger. C'est désormais l'armée algérienne qui assure la garde extérieure de la base et la Soteg sera considérée « comme travaillant pour l'autorité militaire algérienne ». Le 12 mai 1972, sont « d'accord pour renouveler au plus vite l'accord de 1967 ». Ce qui se fera rapidement. Selon le ministère de la